



**Réponse d'Uniper France à l'appel à contribution de la CRE
sur le stockage d'électricité par batteries**

Question 1 : Quelle sera, selon vous, la place du stockage d'électricité par batteries parmi les solutions qui apportent de la flexibilité au système électrique ?

Le stockage d'électricité par batterie est une des technologies pouvant apporter de la flexibilité. La question de la place des batteries à l'avenir renvoie donc à la fois à son positionnement par rapport à la gamme de technologies disponibles et à la nature du besoin de flexibilités du système électrique.

S'agissant du premier volet, l'ensemble de solutions de flexibilité solutions doivent être en concurrence par le biais des différents marchés de l'électricité ; il n'y a pas lieu de favoriser les batteries par rapport à d'autres solutions apportant un service équivalent.

S'agissant de la nature du besoin de flexibilités, il s'agit surtout d'évaluer le temps de réponse nécessaire. En effet, une des caractéristiques principales du stockage d'électricité par batterie réside dans sa capacité à répondre très rapidement à une sollicitation du réseau – plus rapidement que ce qui est demandé aujourd'hui par RTE pour la réserve primaire. Pour autant, il semblerait aujourd'hui que RTE n'identifie pas de besoin particulier pour un service de ce type. Si cette situation venait à évoluer, sous l'effet par exemple d'une modification importante du mix énergétique européen, il serait nécessaire que des modalités spécifiques de rémunération de ce service « rapide » soient mises en place.

Question 2 : Identifiez-vous actuellement des barrières réglementaires, tarifaires ou contractuelles au développement du stockage par batteries ? Il pourra être pertinent de distinguer le stockage à l'échelle industrielle (au-dessus de 1 MW) et le stockage diffus (de quelques kW à quelques centaines de kW).

Certaines règles de marché actuelle sont de nature à limiter le développement du stockage par batteries. Ainsi, la granularité de dépôt des offres de réserve primaire, fixée à 1 MW, limite les possibilités de valorisation de batteries ; celles d'une puissance inférieure à 1 MW évidemment, mais aussi les batteries de quelques MW dont une part substantielle de la capacité ne pourraient pas être valorisées.

Question 3 : Partagez-vous les trois thématiques identifiées par la CRE pour permettre le développement du stockage (simplification du cadre contractuel et des procédures de raccordement, accessibilité des différentes formes de stockage aux différents mécanismes de marchés, envoi des bons signaux prix) ? En voyez-vous d'autres ?



Uniper France partage les trois thématiques identifiées par la CRE.

Question 4 : Quels éléments du cadre réglementaire encadrant le stockage pourraient selon vous faire l'objet d'une expérimentation ? Si un « bac à sable réglementaire » était mis en place par la loi, seriez-vous intéressé par une expérimentation pour un de vos projets ? Si oui, lequel ?

Question 5 : Avez-vous d'autres analyses ou propositions à formuler ?

Les possibilités de participation des batteries aux services système seront fortement impactés par les règles qui seront mises en place au niveau européen. A ce titre, il convient d'être vigilant à ce que celles-ci ne limitent pas leur possibilité : en particulier, la définition d'un seuil trop élevé entre puissance installée et puissance pouvant être offert pourrait réduire la valorisation de certaines installations. L'approche retenue jusque-là par RTE, consistant à qualifier une batterie en fonction des résultats à des tests précis plutôt que par le respect de seuils arbitraires, est à préférer.

De manière générale, Uniper France considère qu'un accès au marché infra journalier plus important (guichet de fermeture plus proche du temps réel) renforcerait l'incitation pour les acteurs de marché à être équilibré et permettrait de réduire le risque auxquels sont exposés les acteurs de marché – producteurs ou opérateurs de batterie –durant le délai de neutralisation, en cas d'aléa de production notamment. A ce titre, Uniper France est en faveur de la réduction du délai de neutralisation dont dispose RTE.

Par ailleurs, la possibilité pour les batteries de fournir un service de « black start » - et les modalités de rémunération d'un tel service – mériteraient d'être investigués.

Enfin, il est crucial que le développement du stockage par batterie se fasse dans le strict respect des principes d'indépendance et de non-discrimination qui s'appliquent aux gestionnaires de réseau ; les gestionnaires de réseau de distribution et de transport, en tant qu'acteurs régulés, ne doivent pas entreprendre d'activités relevant du champ concurrentiel, et c'est aux acteurs de marché qu'il convient de laisser le champ libre pour investir dans ce type d'installations.